

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

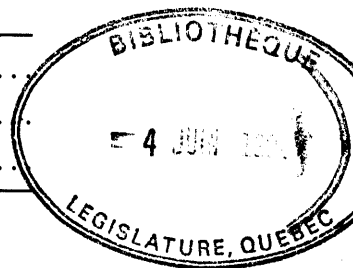
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 70

**Loi concernant la rémunération
dans le secteur public**

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. YVES BÉRUBÉ

Ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1982

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à assurer la réalisation des équilibres budgétaires prévus par le discours sur le budget prononcé à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances, le 25 mai 1982.

Il prévoit la rémunération qui sera versée, à défaut d'entente, aux salariés du secteur public pour la période de trois mois qui suit la date prévue pour l'expiration de leurs conventions collectives. Il limite en outre, pour l'année 1983, les avancements d'échelon sous réserve d'une entente entre les parties. Il assure, quant au reste, le maintien des conditions de travail jusqu'à la conclusion de nouvelles conventions collectives.

Le projet permet enfin au gouvernement de tenir compte des effets de cette loi dans la détermination des subventions qu'il verse aux organismes concernés.

Projet de loi n° 70

Loi concernant la rémunération dans le secteur public

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

1° «association accréditée»: l'association reconnue par décision de l'agent d'accréditation du commissaire du travail ou du tribunal comme représentant de l'ensemble ou d'un groupe des salariés d'un employeur ou reconnue par l'effet de l'article 110 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1);

2° «convention collective»: une convention collective au sens du Code du travail et, le cas échéant, une sentence arbitrale qui en tient lieu;

3° «salarié»: une personne qui travaille pour un employeur moyennant rémunération.

CHAPITRE II

LA FONCTION PUBLIQUE ET LE PERSONNEL DES SECTEURS DE L'ÉDUCATION, DES AFFAIRES SOCIALES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

SECTION I

APPLICATION

2. Le présent chapitre s'applique aux employeurs suivants:

1° le gouvernement, ses ministères et les organismes dont le personnel est nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1);

2° les collèges et les commissions scolaires visés dans la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre O-7.1);

3° les établissements visés par la loi mentionnée au paragraphe 2° ainsi que les conseils de santé et des services sociaux institués en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5);

4° les organismes gouvernementaux mentionnés à l'annexe.

Il s'applique également aux salariés de ces employeurs et, le cas échéant, aux associations accréditées pour les représenter.

Il ne s'applique pas toutefois aux conditions de travail des préposés à des fonctions d'agents de la paix au sens du paragraphe *d* de l'article 110 de la Loi sur la fonction publique ni aux membres de la Sûreté du Québec.

SECTION II

CONDITIONS DE TRAVAIL APPLICABLES À COMPTER DU 1^{er} JANVIER 1983

3. Toute convention collective dont les termes en vigueur le 26 mai 1982 prévoient la date d'expiration du 31 décembre 1982 demeure en vigueur jusqu'au 1^{er} avril 1983 malgré le terme qui y est stipulé.

4. Malgré l'article 3, pour la période du 1^{er} janvier 1983 au 31 mars 1983 et à compter du 1^{er} avril 1983, les traitements, suppléments de traitement, primes et montants forfaitaires que peuvent recevoir les salariés liés par une convention collective sont fixés par

le document sessionnel n° 350 déposé à l'Assemblée nationale du Québec le 26 mai 1982.

Les dispositions de ce document font partie des conventions collectives qu'elles concernent et lient les employeurs, les salariés et les associations accréditées comme si elles y étaient stipulées.

Elles peuvent être modifiées par entente entre les parties. Toutefois, une telle modification n'a d'effet que si elle est approuvée par le gouvernement.

5. Malgré l'article 3 ou toute autre disposition d'une loi, d'un règlement ou d'une convention collective inconciliable, au cours de l'année 1983, aucun avancement d'échelon n'est accordé à un salarié qui y est admissible sauf s'il résulte d'un changement de grade, d'un avancement de classe, d'un reclassement, d'une promotion ou d'une reconnaissance de scolarité additionnelle en cours d'emploi.

6. Un employeur et une association de salariés peuvent établir par entente des règles différentes de celles prévues par l'article 5 en matière de classement s'ils estiment qu'une telle entente aura pour effet de réduire les coûts de la rémunération selon une proportion comparable à celle qui résulterait de l'application de l'article 5.

Une telle entente n'a d'effet que si elle est approuvée par le gouvernement.

CHAPITRE III

LES UNIVERSITÉS ET LES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS

SECTION I

APPLICATION

7. Le présent chapitre s'applique aux employeurs suivants:

1° les établissements universitaires au sens de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17);

2° les institutions reconnues pour fins de subventions ou déclarées d'intérêt public suivant la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9).

Il s'applique également aux salariés de ces employeurs qui sont liés par une convention collective et aux associations accréditées pour les représenter.

SECTION II

CONDITIONS DE TRAVAIL APPLICABLES
À COMPTER DE L'EXPIRATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES

8. Les parties à une convention collective en vigueur le 26 mai 1982 doivent, dans les quinze jours de la date de la sanction de la présente loi, entreprendre et poursuivre de bonne foi la négociation d'une entente en vue de prolonger de trois mois la durée de cette convention collective et de prévoir les modifications permettant une réduction de coûts comparable à celle qui résulterait de l'application du premier alinéa de l'article 4 et de l'article 5.

9. Dans les cinq jours de la signature d'une entente modifiant la convention collective, l'employeur doit en transmettre un exemplaire au ministre de l'Éducation.

10. Lorsqu'une partie estime que les négociations ne pourront conduire à une entente avant le 15 octobre 1982, elle en informe par écrit le ministre de l'Éducation et l'autre partie.

11. Si le gouvernement estime qu'une entente conclue entre les parties ne satisfait pas aux exigences de l'article 8 ou s'il estime, après le 1^{er} novembre 1982, qu'aucune entente ne pourra intervenir, il peut, par décret, prolonger de trois mois la durée de la convention collective en vigueur le 26 mai 1982 et fixer les traitements, suppléments de traitement, primes et montants forfaitaires que peuvent recevoir les salariés pendant cette période.

En appliquant le premier alinéa, le gouvernement peut tenir compte du pourcentage selon lequel les parties ont déjà convenu de réduire la rémunération pendant la durée de la convention collective en vigueur le 26 mai 1982.

12. Les dispositions d'un décret adopté en vertu de l'article 11 font partie des conventions collectives comme si elles y étaient stipulées.

13. Le gouvernement peut, par décret, rendre applicable aux salariés liés par une convention collective, pour une période qu'il indique, les dispositions de l'article 5 ou une partie de ces dispositions ou statuer autrement sur les matières qui y sont prévues.

La période visée dans le premier alinéa ne peut excéder un an.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

14. Dans la mesure où elles ne sont pas inconciliables avec la présente loi, les dispositions du Code du travail, à l'exception des articles 22, 41, 73 et 111.3, s'appliquent comme si le terme établi en vertu de la présente loi était stipulé dans les conventions collectives.

15. Les conditions de travail qui, en vertu de la présente loi, sont applicables aux salariés à l'expiration de la période de prolongation de la convention collective sont maintenues jusqu'à la signature de nouvelles conventions collectives comme si le maintien des conditions de travail applicables à cette date était stipulé dans les conventions collectives dont la durée est prolongée en vertu de la présente loi.

16. La négociation d'une entente en vertu de la présente loi n'a pas l'effet d'une révision d'une convention collective au sens de l'article 107 du Code du travail.

17. Une association nouvellement accréditée ne peut mettre fin à une convention collective visée dans le chapitre II ou le chapitre III et qui est en vigueur le 26 mai 1982 ni la déclarer non avenue.

18. Malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'une règle budgétaire, d'une directive ou d'une instruction, le gouvernement peut, sans autre formalité, fixer ou modifier par décret le montant de toute subvention qu'il verse à un employeur auquel s'applique le chapitre II ou le chapitre III afin de tenir compte des réductions de coûts que prévoit la présente loi et afin d'assurer, s'il l'estime nécessaire, la réalisation de réductions comparables dans les cas où l'employeur n'est pas lié par une convention collective.

19. Un décret adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi prend effet à la date de son adoption ou à toute autre date qui y est indiquée. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

20. La Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives (1982, chapitre 12) s'applique aux employeurs et aux salariés malgré la présente loi.

21. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

22. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

(Article 2, par. 4)

- La Commission des droits de la personne;
- Les commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre;
- La Commission des services juridiques;
- Les corporations d'aide juridique;
- La Société des traversiers du Québec;
- La Régie des installations olympiques.